



Syndicat Force Ouvrière DGFIP – Section de l’Aisne
DDFiP de l’Aisne, 28 rue St Martin 02000 LAON
Tél : 06-09-86-21-84
Mail : fo.ddfip02@dgfip.finances.gouv.fr
Web : <http://www.fo-dgfip-sd.fr/020/>

FO : le syndicat qui reste un syndicat

Hier, les États Généraux des Finances Publiqueset demain ?

Près de 500 militants étaient rassemblés ce mercredi 4 décembre 2013 à la Bourse du Travail de Paris, à l'appel de F.O.-DGFIP, de la CGT, de Solidaires et de la CFDT pour échanger sur la situation à la DGFIP. C'est une situation inédite depuis bien longtemps et à vrai dire, réconfortante.

Au sein de notre Administration, les restructurations incessantes, les suppressions d'emplois, ne suffisent plus pour satisfaire les commandes politiques d'austérité et de financement de la crise. Nos gouvernants veulent aller toujours plus loin... Ils attaquent l'os !

Après les interventions des 4 responsables nationaux, la parole a été donnée aux militants pour évoquer les situations vécues dans les services. Au-delà des constats qui reflètent le sentiment partagé d'une situation catastrophique, que ce soit en terme d'effectifs, de désagrégation des missions et de conditions de travail, les intervenants ont, pour une très grande part, témoigné de leur volonté de faire bouger les choses.

F.O.-DGFIP et la **CGT** avaient d'ores et déjà diffusé un communiqué commun pour expliquer les raisons qui les ont conduit à refuser de siéger dans les groupes de travail sur la démarche stratégique, qu'elles n'entendent pas cautionner par leur présence. **(Voir communiqué au dos).**

La nécessité d'adopter une position commune et de mettre en route un processus d'actions, pour mettre un terme aux attaques multiples et répétées contre les agents des Finances Publiques est apparue comme une évidence pour l'ensemble des militants présents.

Le recours à la grève est apparu inéluctable pour y mettre un coup d'arrêt.

L'avenir est entre nos mains, il dépendra de la volonté de tous de bâtir un front commun de riposte.

F.O.-DGFIP est prêt à assumer toutes ses responsabilités.

Notre Secrétaire Général, Jean-Yves BRUN a toutefois posé les conditions en réaffirmant que l'intersyndicale s'entendait autour de l'idée d'unité d'action et que **F.O.-DGFIP** en sortirait naturellement si aucune action n'était engagée.

F.O.-DGFIP demande l'abandon de la démarche stratégique.

F.O.-DGFIP de la même manière dénonce les conclusions du rapport Pêcheur dont l'une des propositions –il y en a une centaine– est celle qui préconise d'aller plus vite et plus fort dans la fusion des corps nationaux et de les remplacer par des « cadres professionnels communs à deux ou trois fonctions publiques ». L'objectif est double : parvenir à imposer le statut unique et faciliter la mobilité des fonctionnaires.

F.O.-DGFIP dénonce la lettre des Ministres CAZENEUVE et MOSCOVICI sur la mutualisation des fonctions supports au sein du Ministère des Finances du 29 octobre qui porte les germes de nouvelles suppressions massives d'emplois au travers de la liquidation des services transverses. **F.O.-DGFIP** exige le retrait pur et simple de cette note.

F.O.-DGFIP est contre la fusion impôt sur le revenu/CSG et contre la retenue à la source.

Partant du postulat que la grève ne se décide pas et qu'un mouvement se construit, **F.O.-DGFIP** veut créer les conditions dans l'unité d'action pour lancer un mouvement d'ampleur pour sauvegarder les personnels et les missions.

F.O.-DGFIP entend que le Comité Technique de Réseau de décembre (sur les suppressions d'emplois) joue tout son rôle et que le Directeur Général vienne y expliquer les conséquences de son projet sur les missions, sur le réseau et sur les conditions de travail des agents des finances publiques.

David WLODARCZYK, secrétaire départemental **F.O.-DGFIP** Aisne